

en extrapolant plus précisément les rendements, grande région par grande région. Le premier suffit à nourrir le monde très correctement (2641 kilocalories/jour/personne), le second permet de très larges excédents (4831 kcal/j/pers.). De son côté, l'Institut danois des sciences agricoles a évalué une production bio planétaire en appliquant un modèle validé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires de la Banque mondiale : le résultat est très favorable à l'agriculture biologique, qui serait largement capable de nourrir l'humanité. Dans les deux études, la production baisserait légèrement en Europe et en Amérique du Nord, mais augmenterait très significativement dans les pays du tiers-monde, permettant ainsi de rééquilibrer les productions alimentaires.

Il va de soi que la technique ne remplacera pas les décisions politiques : la première cause de la faim dans le monde est avant tout géopolitique et économique ; le passage en bio n'est pas plus une solution miracle que les précédentes innovations. Mais si ce sont les populations elles-mêmes qui l'imposent, la bio est susceptible de redonner aux nations une autonomie alimentaire que la "révolution verte", les traités internationaux et les OGM leur ont fait perdre.

Jacques Caplat ■

Agronome

Chargé de campagnes à
Agir pour l'environnement

Le Kerala : vers une transition démographique et écologique ?

Le Kerala vient de faire le choix de l'agriculture biologique au niveau national. Un moyen d'arriver à une bonne qualité de vie tout en respectant une empreinte écologique faible.

DEPUIS LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE, L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE L'HUMANITÉ a augmenté de manière forte et continue. Comme nous l'avons évoqué⁽¹⁾, cette croissance a été marquée grosso modo dans les pays industrialisés par deux phases qui tendent à se succéder :

- > d'abord une phase d'explosion démographique, durant laquelle l'augmentation de l'empreinte écologique a été en grande partie liée à l'augmentation de la population ;
- > ensuite une phase que l'on pourrait qualifier par analogie d'explosion "consommériste" ; la transition démographique s'est alors traduite dans ces pays par une stabilisation de la population, mais également par l'entrée progressive dans une société de consommation qui a généré, cette fois-ci, une croissance de l'empreinte écologique individuelle.

S'il va de soi que les pays du Nord doivent urgemment réduire leur empreinte écologique, une question centrale pour les pays du Sud consiste à savoir si cette évolution en deux phases de croissance (démographique/consumériste) est inéluctable⁽²⁾.

Transition démographique

Situé dans le sud-ouest de l'Inde, sur la côte de la mer d'Oman, l'Etat du Kerala est intéressant à analyser de ce double point de vue. Sur le plan socioéconomique, cet Etat de 31 millions d'habitants a d'ailleurs attiré l'attention de très nombreux observateurs au cours des dernières décennies. A tel point que les politologues et économistes parlent aujourd'hui volontiers du *modèle du Kerala*⁽³⁾ pour désigner ce qui paraît à leurs yeux comme une quasi-anomalie : à savoir un Etat dirigé de longue date par une coalition de gauche⁽⁴⁾ qui



(1) Voir l'article d'introduction du dossier, p. 6

(2) Une autre question consiste à savoir si elle est possible ! Les ressources de la planète n'étant pas infinies, l'accès de ces populations à un niveau de consommation équivalent à celui de l'Occident est en effet peu probable. C'est ce dont témoignent les résultats de l'empreinte écologique : si chaque habitant de la Terre vivait comme un Français, il faudrait deux planètes et demie comme la nôtre pour répondre aux besoins de l'humanité !

(3) Voir par exemple Parayil G., 2000. *Kerala: The Development Experience: Reflections on Sustainability and Replicability*. Zed Books, Londres.

(4) *The Left democratic front*, dirigé par le Parti Communiste Indien



Michel Haason

▲ Marché aux légumes à Thiruvananthapuram, capitale du Kerala.

est parvenu, malgré les pressions exercées par la globalisation, à maintenir une politique sociale très volontariste, notamment grâce à l'implication marquée de la société civile (le Kerala étant l'un des Etats dont la vie politique et démocratique est la plus active du pays). Résultat de cette "incongruité économique et politique" : au Kerala, les faibles revenus des habitants (quelques centaines de dollars par an en moyenne) n'ont absolument pas empêché ces derniers d'atteindre un niveau de développement humain digne de celui des pays les plus riches. Avec une espérance de vie proche de 75 ans, un niveau d'alphabétisation très important et un taux de scolarisation avoisinant les 100%, le Kerala n'a en effet guère à envier aux nations industrialisées sur ces aspects.

La politique d'éducation et d'émancipation des femmes influe directement sur la question démographique. Le Kerala bat en effet tous les records dans le domaine de la maîtrise de la natalité, avec un taux de fécondité inférieur à deux enfants par femme, soit à peu près le niveau de l'Union Européenne. Du fait de sa politique très active dans le domaine social — en particulier à l'égard des femmes — et sans doute également du fait d'une densité importante, le Kerala est ainsi parvenu à atteindre une transition démographique très précoce.

Transition écologique ?

Mais le modèle du Kerala ne se limite pas à ces données socioéconomiques. Car le niveau de développement humain élevé de cet Etat étant caractérisé par un niveau de vie matériel paradoxalement assez faible, son empreinte écologique est, du coup, très modérée⁽⁵⁾. Pour William Rees, le

cas du Kerala est la démonstration typique qu'il est possible d'atteindre une qualité de vie très élevée avec un impact minimal sur la planète, à condition d'investir davantage dans le capital social ("plus de liens") que dans le capital manufacturé ("plus de biens")⁽⁶⁾.

Ce rejet relatif du productivisme s'explique également au Kerala par le fait que cette région du monde prend aujourd'hui conscience des conséquences négatives de la révolution verte, à savoir l'empoisonnement par les pesticides d'une partie de la population, la destruction progressive des milieux par les engrais et la mécanisation, mais aussi la perte de contrôle par les fermiers de leur outil de production. C'est ce constat, largement développé dans un récent rapport gouvernemental par l'*Organic Farming Authority of Kerala*, qui a amené le gouvernement à élaborer une stratégie de conversion totale de sa production agricole en agriculture biologique⁽⁷⁾. Et la stratégie élaborée n'y va pas par quatre chemins, puisqu'elle imagine pouvoir engager cette conversion en cinq ans, à raison de 20% des surfaces par an.

C'est là une manière d'affirmer que le productivisme n'est pas la seule solution afin de nourrir les pays du Sud. Et un pas supplémentaire du Kerala sur la voie de la transition écologique !

Aurélien Boutaud ■

(5) Alexandra W., 1998. "Exceptional Kerala : Efficient and Sustainable Human Behaviour", in James U.V. (Ed.), 1998. *Capacity Buildings in Developing Countries*, Praeger Pub., Westport. pp. 152-174.

(6) "Kerala shows that a high quality of life with minimal impact on the Earth is possible through the accumulation of social rather than manufactured capital", Rees W., "Ecological Footprints and the Pathology of Consumption", in Woolard R.F., Ostry A.S. (Eds), 2000. *Fatal Consumption, Rethinking Sustainable Development*, UBC Press, Toronto., pp. 21-51

(7) Kerala State Organic Farming Policy, Strategy and Action Plan : www.keralabiodiversity.org/pdf/policy.pdf